Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Chokri Belaïd : Un Homme, un projet, un combat

Par Chems Eddine Chitour
Mondialisation.ca, 10 février 2013

Région : Moyen-Orient et Afrique du Nord
Analyses: Le «Printemps arabe», LE MAGHREB

«Nous avançons sur un chemin extrêmement étroit, balisé de plusieurs difficultés : la révolution, c'est simple, l'après-révolution, c'est compliqué»,

Mohamed Marzouki Président de la République tunisienne.

Chokri Belaid, avocat et grande figure politique en Tunisie, secrétaire général du Parti des Patriotes Démocrates Unifiés (la gauche tunisienne) et dirigeant politique du Front Populaire, et infatigable défenseur des droits humains a été assassiné le 6 février devant son domicile par les mains de l'obscurantisme, avatars de la révolution tunisienne. Ce meurtre déclenche alors de nombreuses manifestations dans tout le pays. En signe de protestation contre cet assassinat, les bureaux d'*Ennahdha* à Sfax , Monastir, Béja, Gafsa et Gabès sont brûlés et saccagés, les manifestants demandant le départ du Gouvernement Hamadi Jebali ainsi que la Troïka pour leur incompétence

Aissa Hirèche écrit à juste titre :

> « Le même scénario que celui que nous vécûmes est en train de prendre forme. En Tunisie la situation évolue brusquement. En mal malheureusement. (…) Encore une fois, c'est le même topo que celui que nous avons vécu. C'est la même haine aveugle qui a frappé ce mercredi chez nos frères tunisiens. Le même scénario que celui que nous vécûmes est en train de prendre forme. D'abord, on fait état de l'existence de certains campements avec armes, ensuite on apprend que des commissariats ont été l'objet d'attaque et puis voilà que les hommes commencent à tomber sous les balles assassines de bourreaux jaillis de la caverne de l'incroyable mépris de l'humain. Et quels hommes! Exactement les mêmes que chez nous. La première cible de cette haine viscérale incomprise et incompréhensible est ce grand militant défenseur des droits de l'homme, Chokri Belaïd ».(1)
>
> « Qui ne le connaît pas à travers ses multiples apparitions à la Télévision tunisienne, ces apparitions dont il faisait à chaque fois une véritable plaidoirie pour la défense des valeurs les plus ancrées dans notre société maghrébine, ces valeurs de respect et de dignité qu'il essaie toujours d'ériger en principe certes, mais aussi en repères à construire ensemble, dans la diversité et la considération réciproque. (…) Chaque jour nous pensions que c'était la fin du terrorisme et à chaque victime nous espérions que ce fut la dernière. Fuis par tous, abandonnés par tous, nous faisions l'apprentissage de ce nouveau monstre et il nous fallut de très longues années pour vaincre la bête. Aujourd'hui, nos frères tunisiens savent ce à quoi s'en tenir. Lorsque la haine frappe une fois elle revient plusieurs fois. Elle revient toujours»(1)

Qui est Chokri Belaïd ? :

Chokri Belaïd a étudié le droit en Irak avant de poursuivre des études de troisième cycle en France. Il fut membre de l'Union générale des étudiants de Tunisie En avril 1987, il est détenu pour son activisme politique en milieu universitaire. Il devient avocat défenseur des droits de l'homme En 2008, il dénonce la répression des grèves de Gafsa. Après le départ de Ben Ali il devient membre de la Haute instance pour la réalisation des objectifs de la révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique. En mars 2011, il fonde le Mouvement des patriotes démocrates.

> « Son effigie lit on dans une contribution du journal El Watan altière enflamme les réseaux sociaux, accompagnée de formules émues. (…) Son visage buriné par les luttes était davantage celui d'un syndicaliste que d'un professionnel du droit, rompu aux arcanes des tribunaux. Chokri Belaïd ne gueulera plus. Il ne plaidera plus dans les procès politiques où il mettait un point d'honneur à défendre les proscrits de tout acabit. (..) Il faisait partie de ces élites de gauche qui s'inscrivaient dans une sorte de «marxisme arabe», mélange de «Che» et de Nasser. Car Chokri Belaïd croyait fermement à un destin arabe. D'aucuns ont relevé, chez nous, que « Belaïd » avait plutôt une résonance berbère. C'est que Chokri était avant tout un Maghrébin pluriel. Chokri Belaïd était également une figure de proue du Front populaire, coalition de partis de gauche, d'extrême gauche et de «qamwiyine » tunisiens. Tribun fougueux, polémiste impétueux, Chokri Belaïd est connu pour ses positions tranchées à l'égard d'Ennahda et de la Troïka.(…) » (2)

Dans une autre contribution du même journal et relative à la violence, nous lisons :

> « Le recours aux liquidations physiques des opposants constitue le modus operandi de certains milieux, au pouvoir ou dans l'opposition, qui veulent installer le chaos dont ils espèrent tirer les dividendes. (…) Pour avoir vécu cette sombre période jalonnée de meurtres d'hommes politiques, de journalistes, d'artistes et autres intellectuels durant la décennie noire, les Algériens mesurent mieux que quiconque la menace qui pèse désormais sur leurs voisins. L'assassinat de cet opposant de gauche, est incontestablement un grave dérapage de la violence politique en Tunisie. Il y a désormais l'avant et l'après-meurtre de Chokri Belaïd » (3)

Un gouvernement où tout le monde s'accroche au pouvoir

Il est curieux de constater l'addiction au pouvoir aussi bien des islamistes censés s'occuper du « spirituel » plutôt que du « temporel » et des « démocrates » laïcs qui cherchent comme Ben Ali, l'appui des instances externes .

> « L'assassinat de l'homme politique Chokri Belaïd le 6 février lit-on dans « Courrier International » est un indicateur de la mauvaise gouvernance du pays. Une aggravation de la situation est à craindre. C'était dans l'air mais personne ne voulait voir la réalité en face, du moins ceux qui nous gouvernent et qui ont fermé les yeux, sciemment, sur les excès et les abus de toutes les formes possibles de violence imposées à la société tunisienne, aux citoyens, à son histoire et à tous les opposants, quelque soit leur couleur. Aujourd'hui, cet exemple type de meurtre politique démontre que le laxisme et le laisser-aller, que l'on peut assimiler sans risque d'erreur à de la complicité, sont les voies qui ont ouvert le chemin à tous les extrémistes religieux envoyés aux quatre coins de la République – pour transmettre leurs discours haineux, rétrogrades

et violents à des jeunes désœuvrés et gonflés à bloc, armés de slogans manipulateurs et de kalachnikovs »(4).

« Aujourd'hui poursuit le journaliste, cet assassinat politique lâche et cruel risque d'avoir deux répercussions. Tout d'abord et en ce qui concerne le gouvernement, il est impératif qu'il parte en reconnaissant son échec total dans la gestion des affaires du pays tant sur le plan sécuritaire qu'économique et social. (…) Il est temps de laisser la place à un gouvernement d'union nationale fondé sur un consensus, qui se rapporte à toutes les valeurs de la République et de la société tunisienne que l'on veut jeter dans les ténèbres de l'histoire. C'est là la première condition pour sauver le pays d'un dérapage incontrôlé. La seconde est relative à la nécessité de dissoudre les Ligues de Protection de la révolution [milices islamistes issues des comités de quartier de l'après-Ben Ali] qui ne font, en fait, que protéger Ennahda. (..) La troisième condition consiste dans l'union sacrée de toutes les forces vives et démocratiques du pays, la société civile, toutes les associations, les syndicats principalement l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens, les organisations estudiantines, les intellectuels, les artistes pour se lever comme un seul homme contre cette tentative d'introduire la peur dans les esprits, de terroriser les opposants et finalement de les éliminer. La Tunisie a besoin d'un nouveau gouvernement composé de personnalités compétentes. M. Jebali le premier ministre est considéré comme un modéré dans son parti et comme étant favorable à ce que la Justice et les Affaires étrangères soient sous le contrôle de personnalités apolitques. Les nouvelles élections ne pourront pas avoir lieu avant l'adoption d'une Constitution dont la rédaction est dans l'impasse depuis des mois faute de compromis à la Constituante formée en octobre 2011. La décision d'Hamadi Jebali, le premier ministre islamiste, de dissoudre le gouvernement et de placer des technocrates aux postes à responsabilité arrive trop tard », explique l'homme d'une soixantaine d'années, au long passé politique. Cette décision d'Hamadi Jebali, a d'ailleurs été refusée, jeudi 7 février, par le chef du groupe parlementaire d'Ennahda, qui contrôle 89 des 217 sièges de l'Assemblée nationale constituante.

Mieux encore face à cette vague de violence, les réactions des dirigeants d'Ennahda, se font rares Ghannouci a accusé des gens à qui profitent le crime. Car les principaux dirigeants fondateurs, à leur tête Rached Ghannouchi, semblent hésiter dans l'attitude à suivre pour gérer la question de l'islamisme radical. Pour rappel ,le chef d'Ennahda, avait cherché le dialogue avec les salafistes afin de ne pas retomber dans «l'oppression, la torture, l'emprisonnement» qui caractérisaient le régime de Ben Ali. «Les chasser et les pourchasser ne fera qu'augmenter leur exclusion et radicaliser leur engagement», avait ajouté Rachid Ghannouchi selon l'AFP. Le leader historique du parti ne veut pas perdre ces troupes si la situation se radicalise . Les salafistes étant parti prenante du projet de société qui tarde toujours à émerger du fait que la Constituante est bloquée

La Tunisie deux ans après Ben Ali

Deux ans après la « révolution », le taux de chômage est toujours très élevé dans le pays (18 % à l'échelle nationale et près de 50 % dans certaines régions) et le mécontentement est à son comble. (…) Avec un brin de provocation, un homme à la barbe noire reprend : « On attend que nos frères les salafistes changent les choses. » Beaucoup de jeunes ont aujourd'hui le sentiment que la révolution leur a été confisquée et, avec l'assassinat de Chokri Belaid, la colère semble l'avoir emporté sur l'espoir. Pour Jean-Pierre Filiu spécialiste du monde arabe,: «Les islamistes ont fait passer l'intérêt du parti avant celui de la nation les partis issus des Frères musulmans ont échoué en Tunisie comme en Égypte, car ils ont monopolisé le pouvoir. Les temps sont durs pour les Tunisiens. (…) Les principaux

partis ne parviennent pas à trouver un accord sur les institutions de la nouvelle république et les valeurs qui doivent la fonder. La tentative du premier ministre Hamadi Jabali de former un large gouvernement de coalition, ces dernières semaines, a échoué.(…) L'assassinat de Chokri Belaïd, un farouche opposant aux islamistes, témoigne de l'exacerbation des tensions. Ses funérailles, aujourd'hui, seront accompagnées par un mouvement de grève générale lancé par le puissant syndicat UGTT. Elles peuvent déboucher sur un durcissement de la confrontation entre le principal parti islamiste, Ennahda, et les forces de gauche. À l'inverse, une autre voie serait l'union sacrée entre les forces démocrates, qu'elles soient islamistes ou laïques, avec l'objectif de remettre le pays sur les rails.(5)

Pendant ce temps Mohamed Merzouki apitoie les parlementaires européens par son discours qui a suscité dit-on beaucoup d'émotion dans l'assistance, dont une partie a même versé des larmes, à l'image du député vert, Daniel Cohn-Bendit, et le chef de file des conservateurs, Joseph Daul. Le président tunisien qui était aussi attendu au sommet de l'OCI au Caire a annulé sa participation. C'est dire si les soutiens sont de taille et sont autrement plus importants que les 55 chefs d'Etat et de gouvernement musulmans que Monsieur Marzouki a choisi d'ignorer.

Aux dernière nouvelles, selon une dépêche de Reuter Le Premier ministre tunisien, Hamadi Jebali, a réitéré vendredi son intention de constituer un gouvernement de techniciens sans appartenance politique, après l'assassinat de l'opposant Chokri Belaïd, cela malgré l'opposition de sa formation islamiste, Ennahda. « J'insiste sur ma décision de former un gouvernement de techniciens », a-t-il dit la presse en ajoutant que cela ne nécessiterait pas de demander le feu vert de l'Assemblée nationale constituante. « Ce gouvernement est prêt », a-t-il ajouté sans donner de noms de futurs ministres. L'accord de l'assemblée constituante est à ses yeux inutile car il ne dissoudra pas le gouvernement mais remplacera la totalité de ses membres. Comprenne qui pourra. Ce qui a de sûr c'est que les dizaines de milliers de tunisiennes et de Tunisiens qui ont accompagné Chokri Belaïd à sa dernière demeure se reconnaissant dans son combat et c'est peut être un signe que la lutte continue pour la liberté la démocratie , l'alternance au pouvoir, le vivre ensemble à l'ombre des lois de la République

L'impression du déjà vu et déjà vécu

En apprenant l'assassinat de l'avocat tunisien Chokri Belaïd, nous avons l'impression de vivre un cauchemar et surtout un film d'horreur que nous avons déjà vécu il y a une vingtaine d'années. Il est curieux de constater que le scénario de la terreur est la même. Est-ce une fatalité pour aboutir à la liberté à la démocratie à l'alternance et au vivre ensemble. Entre les positions extrêmistes des laïcs musulmans tunisiens installés confortablement en Occident voulant à tout prix être *plus royalistes que le roi* ils et elles en rajoutent . Elles veulent toute la laïcité voire l'athéisme tapageur, l'alternance la liberté, pour faire comme l'Occident sans substrat endogène . Ces élites du « Y a qu'à .. » oublient deux choses : la démocratie qui n'interdit de respecter les espérances de chacun- sans en faire un fond de commerce-, est un long combat , « les démocraties » occidentales ont mis plus d'un siècle pour créer un modus vivendi entre le clergé et l'Etat comme c'est le cas pour la loi de 1905 en France, loi qui ne fut pas facile à mettre en place. La deuxième chose est que s'agissant des pays musulmans depuis des siècles, il y a des équilibres sociologiques invisibles dont la cinétique d'évolution est lente et surtout si elle est parasitée par des interférences externes qui créent le chaos

Pour Antoine Sfeir dont l'horizon indépassable est le modèle français, qui craint justement les parasitages par des dollars sonnant et trébuchants : « La crise socio-économique [en Tunisie] peut néanmoins faire craindre une manne de dollars en provenance du Qatar et d'Arabie-Saoudite, non seulement à destination des partis islamistes et des groupes salafistes, mais également pour rendre les institutions financièrement dépendantes. (…) Aux oiseaux de mauvais augure, faut-il rappeler qu'une révolution ne se fait pas du jour au lendemain, et qu'en Tunisie comme en Égypte, le processus est toujours en marche ? Une telle transformation a besoin de temps pour s'ancrer et toucher à la fois les institutions de l'État et la société entière ; il a fallu à la République française près de deux siècles pour devenir un acquis définitif ». (6)

Nous sommes d'accord avec sa première assertion. Ce que monsieur Sfeir oublie d'ajouter est que justement les interférences externes ,sont aussi, celle d'un Occident qui croit détenir la Vérité, parasitent la recherche d'un vivre ensemble qui n'est pas forcément homothétique du modèle à la française ou à l'Occidental. Il aurait du écrire par honnêteté que l'Occident qu'il encense, s'était très bien accommodé d'un Moubarek ou d'un Ben Ali, Jacques Chirac n'avait il as affirmé que Ben Ali était un démocrate et que le premier devoir d'un président est d'assurer le pain à ses citoyens avant la liberté ? Le même Chirac qui dans une boutade dont il a le secret s'exprimait sans rire, « il faut aider les dictateurs africain , sinon ils ne feraient pas d'élections » L'Occident ne laissera jamais une révolution endogène réussir. Faut il rappeler à monsieur Sfeir responsable de cette doxa occidentale que Rachid Ghannouchi le frère musulman était choyé en Angleterre et que l'imam Khomeini a vécu de longues années sous la protection de la France à Neaulphes le Château. De grâce ne nous donnez pas de leçon !

En fait, les lâches assassinats de Chokri Belaïd et de Lotfi Nagdh sont symptomatiques d'un mal profond. La violence politique tunisienne passe tout chose égale par ailleurs par le même itinéraire que celui de l'Algérie pendant la décennie rouge ; Souvenons nous l'Algérie s'égosillait à perdre la vie pour dénoncer cette plaie du fond des âges, répétant que ce n'est pas cela l'Islam tolérant maghrébin non parasité par les dérives boostés par les roitelets du golfe. Rien n'y fit ! Il a fallu attendre l'après 2001 pour que l'Algérie soit audible. Les donneurs de leçon qui ont toujours deux fers au feu, sont mal placés pour donner des leçons à l'Algérie pour l'attaque de son centre pétrolier de Ain Amenas.

Nous – en Algérie- qui vivons sur un lit de braises mal éteintes savons ce que c'est la recherche vaine d'un projet de société œcuménique du fait justement des donneurs de leçon occidentaux. Nous avons de l'affection pour la Tunisie , sa recherche désespérée d'un vivre ensemble où chaque tunisienne et chaque tunisien pourront donner la pleine mesure de leur talent à l'ombre des loi d'une République qui ne renie rien de son histoire, d'une culture et d'un islam apaisé millénaire qui ne fait pas dans le m'as tu vu, qui n'est pas instrumentable et surtout qui n'est pas un chemin pour arriver au pouvoir autrement que par le savoir la compétence

Professeur Chems Eddine Chitour

Ecole Polytechnique enp-edu.dz

1.Aïssa Hireche http://www.lexpressiondz.com/actualite/168615-la-haine-a-frappe.html

2. http://www.elwatan.com/international/chokri-belaid-la-voix-qui-derange-08-02-2013-202552_112.php

3. http://www.elwatan.com//international/peur-sur-la-tunisie-07-02-2013-202448_112.php

4. Lotfi Larguet http://www.courrierinternational.com/article/2013/02/07/le-gouvernement-doit-reconnaitre-son-echec

5. http://www.la-croix.com/Editos/Tunisie.-Un-choix-necessaire-_NG_-2013-02-07-908722

6.http://leplus.nouvelobs.com/contribution/777554-meurtre-de-chokri-belaid-a-qui-le-crime-profite-t-il.html

Pour aller plus loin:

Syrie / Tunisie : Non, la vérité n'est toujours pas bonne à dire !*Par Chokri Belaid, 08 février 2013*

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © Chems Eddine Chitour, Mondialisation.ca, 2013

Articles Par : Chems Eddine Chitour

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca